



**PRÉFET  
DE LA ZONE  
DE DÉFENSE  
ET DE SÉCURITÉ  
EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Est**

Direction de l'Administration Générale et des Finances

Bureau de la Commande Publique

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**Marché de travaux**

**Consultation n° 2025SGAMI57041**

**Accord-cadre à bons de  
commande**

**Diagnostic et de dépollution pyrotechnique – phase 2 –  
dans le cadre de la construction du  
Centre de Rétention  
Administrative en Côte d'Or**

**Marché à Procédure Adaptée**

# SOMMAIRE

<b>1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>4</b>
1.1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
1.2 CONTEXTE.....	4
1.3 TRAVAUX.....	4
1.4 ORGANISATION DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE.....	4
1.5 LIEU D'EXÉCUTION.....	5
1.6 FORME ET PROCÉDURE DE PASSATION.....	5
1.7 ÉTENDUE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
1.8 ALLOTISSEMENT.....	5
1.9 TRANCHES.....	5
1.10 VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES.....	5
1.11 DURÉE DE VALIDITÉ DE L'ACCORD-CADRE.....	5
1.12 DURÉE D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	6
1.12.1 Délai global.....	6
1.12.2 Durée des études et travaux.....	6
1.12.3 Exécution des prestations.....	6
1.13 PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION.....	7
1.14 CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	7
<b>2 PIÈCES CONTRACTUELLES.....</b>	<b>8</b>
<b>3 DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES.....</b>	<b>8</b>
<b>4 DISPOSITIONS SOCIALES.....</b>	<b>9</b>
<b>5 OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....</b>	<b>9</b>
5.1 OBLIGATIONS GÉNÉRALES.....	9
5.2 TITULAIRE ETRANGER.....	9
5.3 CO-TRAITANCE.....	10
5.4 SOUS-TRAITANT.....	10
5.5 SOUS-TRAITANT DE SECOND RANG.....	11
5.6 COMPUTATION DES DÉLAIS.....	11
5.7 FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS.....	11
5.8 CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ.....	12
5.8.1 Obligation de confidentialité.....	12
5.8.2 Règles de bonne conduite et accès au site.....	12
5.8.3 Mesures de sécurité.....	13
5.9 OBLIGATION DE RÉSULTATS.....	14
5.10 CONNAISSANCE DU SITE.....	14
5.11 PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	15
5.12 RESPECT DU DISPOSITIF DE VIGILANCE.....	15
<b>6 CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>16</b>
6.1 BONS DE COMMANDE.....	16
6.1.1 Généralités.....	16
6.1.2 Contenu.....	16
6.1.3 Émission des bons de commande.....	16
6.2 CARACTÉRISTIQUES DES MATÉRIAUX ET QUALITÉ DES TRAVAUX.....	17
6.3 PRÉPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX.....	17
6.3.1 Programme d'exécution des travaux.....	17
6.3.2 Registre de chantier.....	17

6.4	ÉTUDES D'EXÉCUTION.....	17
6.5	INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER.....	18
6.5.1	<i>Installation de chantier.....</i>	18
6.5.2	<i>Signalisation de chantier.....</i>	18
6.6	DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À L'ACHÈVEMENT DU CHANTIER.....	18
6.6.1	<i>Gestion des déchets et nettoyage de chantier.....</i>	18
6.6.2	<i>Repliement des installations et remise en état.....</i>	19
6.6.3	<i>Documents à fournir.....</i>	19
<b>7</b>	<b>RÉGIME FINANCIER.....</b>	<b>19</b>
7.1	FORME DES PRIX.....	19
7.2	RÉVISION DES PRIX.....	19
7.3	CLAUDE DE SAUVEGARDE.....	20
7.4	AVANCE.....	20
7.4.1	<i>Conditions.....</i>	20
7.4.2	<i>Application.....</i>	21
7.5	ACOMPTES.....	21
7.6	RETENUE DE GARANTIE.....	21
7.7	CESSION OU NANTISSEMENT.....	21
<b>8</b>	<b>MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....</b>	<b>22</b>
8.1	RÈGLEMENT DES ACHATS PAR BON DE COMMANDE.....	22
8.1.1	<i>Périodicité.....</i>	22
8.1.2	<i>Facturation.....</i>	22
8.1.3	<i>Délai de règlement.....</i>	23
8.2	PAIEMENT DES COTRAITANTS.....	23
8.3	PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	23
<b>9</b>	<b>RÉCEPTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>24</b>
9.1	DISPOSITIONS APPLICABLES À LA RÉCEPTION.....	24
9.2	GARANTIE DE PARFAIT ACHÈVEMENT.....	25
<b>10</b>	<b>PÉNALITÉS.....</b>	<b>25</b>
<b>11</b>	<b>ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ.....</b>	<b>27</b>
<b>12</b>	<b>RÉSILIATION.....</b>	<b>27</b>
<b>13</b>	<b>MÉDIATION.....</b>	<b>28</b>
<b>14</b>	<b>CERTIFICATION ACHATS RESPONSABLES.....</b>	<b>28</b>
<b>15</b>	<b>RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES.....</b>	<b>29</b>
<b>16</b>	<b>DÉROGATIONS.....</b>	<b>29</b>

# 1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## 1.1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet la seconde phase de diagnostic et de dépollution pyrotechnique dans le cadre de la construction du Centre de Rétention Administrative (CRA) de 140 places situé sur un terrain de l'ex-base aérienne n°102 à Longvic, en Côte d'Or.

## 1.2 CONTEXTE

Un diagnostic pyrotechnique a été réalisé en 2025 sur l'emprise concernée par les travaux de génie civil lors des opérations de dépollution de la zone du CRA, de son annexe et du chemin d'accès. Il a mis en évidence des zones perturbées avec présence d'environ 1 355 anomalies.

La totalité des surfaces n'ayant pu être investiguée et les opérations menées n'ayant pu donner lieu à une interprétation exhaustive des mesures géophysiques, le diagnostic est joint à la consultation **à titre indicatif**.

## 1.3 TRAVAUX

Les travaux à réaliser consistent à garantir l'absence de munitions dans le sous-sol jusqu'à 3 mètres de profondeur de l'emprise concernée par les travaux de génie civil effectués dans le cadre de la réalisation du projet, et concernent plus particulièrement les opérations de dépollution pyrotechnique des zones perturbées préalables aux travaux de construction du CRA.

De même, les travaux concernent la mise au jour et l'identification des anomalies susceptibles de se trouver sous les zones perturbées présentées au rapport de diagnostic, ainsi que la conduite toutes les investigations sur la totalité de l'emprise en vue de satisfaire aux objectifs de dépollution pyrotechnique et de délivrer une attestation de dépollution pyrotechnique de l'emprise.

**La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).**

## 1.4 ORGANISATION DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE

### Représentant du pouvoir adjudicateur

Monsieur le Préfet, délégué pour la défense et la sécurité de la zone de défense Est  
Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur (SGAMI) EST  
Espace Riberpray – Rue Belle Isle  
BP 51064  
57036 METZ CEDEX 01

### Maître d'ouvrage – Conduite d'opération

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur (SGAMI) Est  
Direction de l'immobilier



Philippe TAILLER – philippe.tailleur@interieur.gouv.fr – 03 80 44 54 10  
Département des Affaires Immobilières Bourgogne Franche-Comté  
6 et 8 rue de Chenôve – BP 31818  
21018 DIJON Cedex

Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) – Chargé de sécurité pyrotechnique

DEKRA Industrial SAS  
36 Avenue Jean-Mermoz – CS58812  
69355 LYON CEDEX 08  
Tél. : 06 11 10 20 85  
Courriel : stephane.chardeville@dekra.com

**1.5 LIEU D'EXÉCUTION**

Le projet se situera sur les communes de Longvic & Ouges (département 21).

Références cadastrales :

. OUGES : section AD n°0121

. LONGVIC : section AI n°0817

**1.6 FORME ET PROCÉDURE DE PASSATION**

Il s'agit d'un **accord-cadre mono-attributaire à bons de commande**, conformément aux prescriptions des articles L2125-1, R2162-2, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

Il est passé selon la procédure adaptée, conformément aux dispositions de l'article L2123-1 du Code de la commande publique.

**1.7 ÉTENDUE DE L'ACCORD-CADRE**

En application de l'article R2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu sans minimum mais avec un montant maximum fixé à 625 000 € HT.

**1.8 ALLOTISSEMENT**

L'objet de l'accord-cadre formant un ensemble de prestations homogènes, il n'est pas prévu de décomposition en lots.

**1.9 TRANCHES**

L'accord-cadre ne fait pas l'objet d'un découpage en tranches.

**1.10 VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES**

Les variantes et les prestations supplémentaires éventuelles ne sont pas autorisées.

**1.11 DURÉE DE VALIDITÉ DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre débute à compter de sa date de notification via PLACE, à réception de l'acte d'engagement (ATTR11) signé.

## **1.12 DURÉE D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE**

### **1.12.1 Délai global**

L'accord-cadre est conclu pour une période ferme de huit (8) mois à compter de sa date de notification.

Il est reconductible tacitement trois (3) fois par période de six (6) mois.

En application de l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, le titulaire ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur fera connaître sa décision au titulaire au moins trois (3) semaines avant la fin de la période concernée.

Cette décision n'a pas à être motivée et ne donne lieu à aucune indemnisation.

La durée maximale de l'accord-cadre est de vingt-six (26) mois à compter de sa notification.

### **1.12.2 Durée des études et travaux**

La durée d'exécution de l'accord-cadre est détaillée comme suit :

- rédaction de l'Étude de Sécurité Pyrotechnique : 3 semaines à compter de la notification du bon de commande, sauf mention contraire dans le bon de commande.
- approbation de l'étude de sécurité par les autorités : 3 mois
- diagnostic pyrotechnique global : 1 mois
- mise à jour des anomalies et traitement des zones saturées (dépollution pyrotechnique) : 1 mois dès l'approbation acceptée de l'ESP
- réception des travaux : 15 jours

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations de travaux ne saurait dépasser 25 semaines (hors préparation de chantier).

### **1.12.3 Exécution des prestations**

Par dérogation à l'article 18.1 du CCAG-Travaux, l'exécution des prestations débute à la notification du bon de commande, sauf mention spécifique portée dans le bon de commande.

L'exécution des travaux se termine à l'achèvement de tous les travaux prévus incombant au prestataire y compris le repliement des installations de chantier, le nettoyage et la remise en état des lieux.

En application de l'article R.2162-5 du Code de la commande publique, les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et exécutés jusqu'à six (6) mois après la fin de validité de l'accord-cadre.

### **1.13 PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION**

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur uniquement par voie d'avenant, par dérogation à l'article 18.2 du CCAG Travaux.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le titulaire doit signaler, par lettre recommandée, ou tout moyen permettant d'accuser réception certaine, adressée au maître d'œuvre avec copie au représentant du pouvoir adjudicateur ou une autre personne désignée à cet effet, les causes faisant obstacles à l'exécution du marché dans le délai contractuel qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose à cet effet d'un délai de dix (10) jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation de délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

Après avis du maître d'œuvre, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie par écrit au titulaire sa décision.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

Dans le cas où la cause qui met le titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de la personne publique, le représentant du pouvoir adjudicateur octroie par écrit un report de délai en précisant la durée de prolongation.

En tout état de cause, cette prolongation sera communiquée au titulaire avant l'expiration du délai contractuel.

Les phénomènes naturels ne seront, en aucun cas, considérés comme cas de force majeure susceptible de donner lieu à une indemnisation par le maître de l'ouvrage.

#### Jours d'intempéries

En vu de l'application de l'article 18.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 10 jours.

### **1.14 CLAUSE DE RÉEXAMEN**

Conformément aux articles L. 2194-1 et R. 2194-1 du Code de la commande publique, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Conformément à l'article R.2194-3 du Code de la commande publique, le montant de la modification pour cause de circonstance imprévue ne peut excéder 50 % du montant de l'accord-cadre initial.

## **2 PIÈCES CONTRACTUELLES**

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-Travaux, l'accord-cadre est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ATTR1), et son annexe financière (BPU);
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et les textes qui l'ont modifié. Ce document est consultable sur le site de Légifrance et est réputé connu du titulaire ;
- l'offre technique du titulaire comprenant le cadre de réponse technique et le cadre de réponse environnementale ;
- les actes spéciaux de sous-traitance, et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

En cas de contradiction entre une ou plusieurs clauses figurant dans un quelconque de ces documents, le document de rang supérieur prévaut.

Seuls les exemplaires originaux, conservés dans les archives de l'administration, font foi.

## **3 DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES**

Conformément à l'article 7 du CCAG Travaux, le titulaire s'engage à respecter les exigences législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de gestion des déchets, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à respecter les dispositions contenues dans son « cadre de réponse environnementale » remis au moment du dépôt de l'offre et à mettre tout en œuvre pour répondre aux objectifs qui y sont fixés.

Ces règles lui sont applicables dès signature de l'accord-cadre, et il est responsable du respect de celles-ci par ses éventuels sous-traitants.

## 4 DISPOSITIONS SOCIALES

L'accord-cadre ne comporte pas de clause d'insertion sociale.

## 5 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 5.1 OBLIGATIONS GÉNÉRALES

Le titulaire peut désigner, dès la notification, une ou plusieurs personnes physiques ayant la qualité pour le représenter vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur pour son exécution.

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement au Bureau de la Commande Publique du SGAMI Est, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il se présente ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à sa nationalité ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- au montant de son capital social ;
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- au groupement auquel il participe, lorsque ce groupement intéresse l'exécution de l'accord-cadre ;
- à ses coordonnées bancaires.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai au RPA toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

En cas de difficulté sur le plan judiciaire durant l'accord-cadre, le titulaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, adresser au représentant du pouvoir adjudicateur dans les **quinze (15) jours** qui suivent la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, ainsi qu'une copie de tous les documents afférents aux autorisations de poursuite des activités du titulaire.

### 5.2 TITULAIRE ETRANGER

Outre les dispositions précisées au paragraphe précédent du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), le titulaire étranger doit accepter le paiement en euros.

Le prix libellé en euros restera inchangé en cas de variation de change.

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

### 5.3 CO-TRAITANCE

La composition du groupement et son mandataire sont présentées au stade de la remise des offres.

### 5.4 SOUS-TRAITANT

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu préalablement du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire adresse à la personne publique une déclaration de sous-traitance (imprimé DC4) précisant :

- Le numéro d'engagement juridique de l'accord-cadre (EJ);
- La nature des prestations sous-traitées (article F de la déclaration) ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé (article E de la déclaration) ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant (article G de la déclaration) ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix (article H) ;

La déclaration est remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire et accompagnée des pièces suivantes à fournir par le sous-traitant :

- les capacités professionnelles et/ou références, les effectifs annuels moyens, et le chiffre d'affaire du sous-traitant, sur les trois derniers exercices ;
- un extrait KBIS datant de moins de 3 mois ;
- la copie du pouvoir de la personne ayant la capacité à engager la société ;
- les attestations fiscales et sociales du sous-traitant ;
- les attestations d'assurance du sous-traitant ;
- le RIB du sous-traitant.

Il est toutefois précisé que la sous-traitance de la totalité des prestations est interdite.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 € TTC, le sous-traitant de 1<sup>er</sup> rang a droit au paiement direct.

L'acceptation d'un sous-traitant ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement est possible en cours d'exécution selon les modalités définies aux articles R.2193-3 et R.2193-4 du Code de la commande publique (CCP) ainsi qu'à l'article 3.6 du CCAG-Travaux.

En application de l'article R.2193-3 du CCP sous peine de suspension de son agrément, le titulaire doit joindre en sus, les informations complémentaires comprises dans la déclaration de sous-traitance (DC4).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire.

#### **5.5 SOUS-TRAITANT DE SECOND RANG**

Un sous-traitant de second rang doit être déclaré selon les dispositions précitées pour la déclaration d'un sous-traitant.

Le formulaire DC4 peut être utilisé pour la déclaration d'un sous-traitant de second rang, sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de 1er rang. Ce formulaire doit être signé par le titulaire de l'accord-cadre, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang qui demande à être agréé.

De plus, l'ensemble des pièces ci-avant listées sont à transmettre avec, en sus, une caution personnelle et solidaire établie par le sous-traitant de 1er rang auprès d'un organisme de crédit, au profit du sous-traitant de second rang garantissant ainsi son paiement, le montant cautionné étant identique au montant sous-traité à ce dernier (TTC).

#### **5.6 COMPUTATION DES DÉLAIS**

Sauf mention contraire, tout délai imparti au représentant du pouvoir adjudicateur ou au titulaire, commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à la fin du dernier jour.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

#### **5.7 FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS**

Lorsque la notification d'une décision ou communication du représentant du pouvoir adjudicateur doit faire courir un délai, ce document est notifié au titulaire :

- soit à son adresse indiquée dans le contrat par courrier recommandé avec demande d'avis de réception ;
- soit directement à lui-même ou à son représentant qualifié. Dans ce cas, la notification est constatée par un reçu ou un émargement donné par l'intéressé ;
- soit par voie dématérialisée :
  - via la Plate-forme des Achats de l'État (PLACE) ;
  - via la messagerie électronique avec demande d'accusé de réception.

L'avis de réception, le reçu ou l'émargement donné par le destinataire font foi de la notification. La date de l'avis de réception ou du récépissé est retenue comme date de remise de la décision ou de la communication.

Il est important que l'adresse électronique communiquée par le candidat (et qui lui sert à s'authentifier sur PLACE) reste valide sur toute la durée de l'accord-cadre et soit accessible à tout moment au sein de l'entreprise afin de pouvoir suivre les demandes de l'acheteur.

## **5.8 CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ**

### **5.8.1 Obligation de confidentialité**

L'accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5 du CCAG-Travaux.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder secrets ou confidentiels les informations et documents auxquels il aura accès lors de l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

De même, la personne publique s'engage à maintenir confidentielles ou secrètes les informations signalées comme telles, qu'elle aurait pu recevoir du titulaire à l'occasion du présent accord-cadre.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans les lieux qualifiés de zone sensible ou de zone protégée, le titulaire s'engage à :

- respecter les dispositions particulières que la personne publique lui a fait communiquer ;
- aviser immédiatement le chef d'établissement après constatation de tout acte de sabotage ou de malveillance caractérisé ainsi que de toute dégradation pouvant être causée lors de l'exécution du présent accord-cadre.

La violation de l'obligation de discrétion par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à aucune indemnité.

### **5.8.2 Règles de bonne conduite et accès au site**

Le personnel du titulaire et de ses éventuels sous-traitants doit respecter les règles de bonne conduite, les directives et consignes relatives à la sécurité des personnes, des installations et des biens qui lui auront été communiqués par l'autorité responsable des lieux. Une procédure de vérification quotidienne de présence sera mise en place avec le maître d'ouvrage et les utilisateurs du site. Un plan de prévention sera rédigé mentionnant la liste des personnes autorisées à travailler sur le site.



Dès réception de la notification de l'accord-cadre, l'entreprise adressera dans les meilleurs délais au maître d'ouvrage (minimum deux (2) semaines avant le début des travaux), la liste des employés amenés à accéder au site ainsi qu'une copie des pièces d'identité. Pour chaque personnel devra figurer nom, prénom, date et lieu de naissance. Tout changement sur cette liste devra être communiqué avec un préavis de quarante-huit (48) heures.

Les employés des entreprises devront porter de façon visible leur carte professionnelle afin de pouvoir être facilement identifiés.

Par dérogation à l'article 31.4.5 du CCAG-Travaux, l'administration se réserve le droit d'interdire l'accès et de demander le remplacement immédiat des employés jugés par elle indésirables et cela sans être tenue d'en préciser le motif. Cette disposition s'applique également aux éventuels sous-traitants. Elle peut amener le titulaire à modifier ses équipes pour permettre l'intervention et ne peut entraîner aucun dédommagement.

Si pour une raison quelconque, un employé devait être remplacé par un autre (maladie, licenciement, etc.) ou s'il devait être fait recours à un intérimaire, le maître d'ouvrage et le responsable du site devront en être avisés dans les meilleurs délais. En aucun cas une personne non autorisée ne pourra pénétrer sur le site.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de vérifier la compétence et la qualification du personnel mis en place par le titulaire. Le non-respect des qualifications entraîne, après mise en demeure, la rupture de l'accord-cadre du fait de la société.

Des interdictions momentanées de circuler ou d'accéder au chantier pourront être prescrites, notamment lors de départs ou d'arrivées de personnalités ou à l'occasion d'alertes ou d'accidents. Le responsable du site pourra décider de surveiller, d'arrêter ou d'évacuer le chantier à l'occasion de visites officielles. Il pourra prescrire le déplacement de matériels ou de véhicules et imposer que les locaux de chantier restent ouverts.

Des interdictions momentanées d'utilisation de matériels bruyants (marteaux piqueurs, etc.) pourront être prescrites lors de manifestations particulières.

### *5.8.3 Mesures de sécurité*

Le titulaire est soumis à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux, et aux dispositions de l'article R.4532-56 et suivants du Code du travail.

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels ont l'obligation de mettre en œuvre les principes généraux de prévention et s'engagent à respecter les prescriptions et instructions du chargé de sécurité pyrotechnique mandaté par le maître d'ouvrage.

Le chargé de sécurité pyrotechnique informe le maître d'ouvrage sans délai et par tous moyens, de toute violation, par les intervenants et/ou titulaires, des mesures de coordination et des procédures de travail qu'il a définies, ainsi que des obligations

réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il prend les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier auquel il a libre accès.

Le titulaire communique directement au chargé de sécurité pyrotechnique :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ;
- les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées des sous-traitants, quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition les déclarations de sous-traitance;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire est tenu de respecter les dispositions du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés (article L.5212-1 à 4) et de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 « pour la liberté de choisir son avenir professionnel ».

## **5.9 OBLIGATION DE RÉSULTATS**

Le titulaire est soumis à une obligation de résultats.

En cas d'inexécution, de mauvaise exécution ou de retard dans l'exécution de ses obligations, le titulaire peut se voir appliquer les pénalités prévues ci-après.

## **5.10 CONNAISSANCE DU SITE**

L'entrepreneur est réputé avoir avant la remise de son offre :

- pris pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et de leur importance ;
- eu éventuellement l'occasion de procéder à une visite détaillée du terrain et des existants, et dans ce cas avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux conditions d'accès au site et aux bâtiments, aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'aux contraintes d'organisation, au

fonctionnement du chantier en site occupé (moyens de communication et de transport, stockage des matériaux, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.) ainsi que des sujétions liées à l'exécution des travaux de domaines différents.

En aucun cas, il ne pourra prétendre à un supplément par suite de difficultés d'accès, d'organisation de chantier ou toute autre contrainte due au site.

#### **5.11 PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier :

- la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, abrogeant la directive 95/46/CE (« règlement général sur la protection des données » RGPD).

Pour toute question relative à la protection des données, les parties pourront prendre l'attache du :

- Délégué Ministériel à la Protection des Données (DMPD) – [delegue-protection-donnees@interieur.gouv.fr](mailto:delegue-protection-donnees@interieur.gouv.fr)
- et du Correspondant à la protection des données pour la Zone Est - M. Michel GILBERT – [michel.gilbert@interieur.gouv.fr](mailto:michel.gilbert@interieur.gouv.fr)

L'ensemble des données transmises dans le cadre de cet accord-cadre seront utilisées uniquement dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer l'exécution du contrat.

#### **5.12 RESPECT DU DISPOSITIF DE VIGILANCE**

Le titulaire s'engage à réaliser la prestation avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 à L.1221-12 ; L.3243-1 à L.3243-2 ; L.3243-4 ; R.3243-1 à R.3243-5 du Code du travail.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Conformément aux articles L.8222-1, L.8222-2, L.8254-5 et L.8222-6 du Code du travail, le titulaire s'engage au pouvoir adjudicateur, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'accord-cadre, les pièces nécessaires attestant de sa régularité fiscale, du respect de ses obligations en matière de travail dissimulé et de la couverture de ses activités par les assurances adaptées.

En cas d'inexactitude ou de défaut de mise à jour des renseignements nécessaires, le titulaire s'expose à l'application de pénalités prévues. L'accord-cadre peut également être résilié pour faute.

## **6 CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **6.1 BONS DE COMMANDE**

#### **6.1.1 Généralités**

Les prestations s'exécutent par l'émission de bons de commande établis au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Le bon de commande précise les caractéristiques et les modalités d'exécution en complément des stipulations de l'accord-cadre.

Il est établi sur la base des tarifs fixés au BPU.

Les prix unitaires figurant au BPU incluent la main d'œuvre et toutes sujétions et frais (notamment de déplacement).

#### **6.1.2 Contenu**

Chaque bon de commande mentionne a minima :

- la date d'émission du bon de commande et son numéro (ce numéro correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire à la transmission de la facture)
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la désignation et la quantité des prestations commandées jointes en annexe
- le prix correspondant hors taxes (H.T) et toutes taxes comprises (T.T.C)
- le montant total H.T et T.T.C total du bon de commande

#### **6.1.3 Émission des bons de commande**

Le CSP Chorus du SGAMI Est notifie ses bons de commande au titulaire, par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Le titulaire doit systématiquement envoyer un accusé de réception de la commande, par mail. Cet accusé de réception vaut acceptation de la commande.

Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise. Le courriel utilisé pour notifier le bon de commande sera envoyé aux interlocuteurs désignés par le titulaire ou sur la boîte mail générique indiquée par le titulaire.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est sa date de notification, sauf mention spécifique portée dans le bon de commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG Travaux, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est adressé appellent des observations de sa part, il doit les notifier au service bénéficiaire dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de notification du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler au service bénéficiaire une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au C.C.A.G de référence.

En cas de résiliation, le titulaire de l'accord-cadre est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations commandées.

## **6.2 CARACTÉRISTIQUES DES MATÉRIAUX ET QUALITÉ DES TRAVAUX**

Le titulaire doit fournir tous les matériaux et matériels en respectant les dispositions du CCTP. Avant toute exécution, ces matériaux ou matériels devront être soumis pour agrément définitif au chargé de sécurité pyrotechnique (notices, avis techniques, échantillons...) afin de lui permettre de vérifier leur concordance avec les prescriptions du CCTP.

Les travaux doivent être conformes aux stipulations aux prescriptions techniques ainsi qu'à la réglementation en vigueur.

## **6.3 PRÉPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX**

### **6.3.1 *Programme d'exécution des travaux***

Le titulaire dresse un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumet au visa chargé de sécurité pyrotechnique au plus tard 10 jours après la notification de l'accord-cadre.

Le titulaire (et le cas échéant, ses cotraitants et sous-traitants) établit un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ces plans particuliers doivent être remis au chargé de sécurité pyrotechnique dans un délai de 7 jours à compter du début de la période de préparation.

### **6.3.2 *Registre de chantier***

Le registre de chantier est adressé par mail, toutes les semaines au maître d'ouvrage et à son chargé de sécurité pyrotechnique.

## **6.4 ÉTUDES D'EXÉCUTION**

Conformément aux dispositions de l'article 29.1 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du

chargé de sécurité pyrotechnique. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard quinze (15) jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le chargé de sécurité pyrotechnique.

## **6.5 INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER**

### **6.5.1 Installation de chantier**

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

### **6.5.2 Signalisation de chantier**

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

Conformément à l'article R. 8221-1 du Code du travail, doivent figurer sur des panneaux lisibles depuis la voie publique : le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse de tout entrepreneur travaillant sur le chantier, dès lors que le chantier concerné a donné lieu à la délivrance d'un permis de construire.

En application de l'article D. 4711-1 du même code, l'adresse et le numéro d'appel de l'inspection du travail compétente et le nom de l'inspecteur compétent doivent être affichés dans les locaux normalement accessibles aux salariés travaillant sur le chantier. Ces dispositions s'appliquent également à tous les sous-traitants.

## **6.6 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À L'ACHÈVEMENT DU CHANTIER**

### **6.6.1 Gestion des déchets et nettoyage de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « *producteur* » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Le titulaire reste « *producteur* » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

L'enlèvement des gravois doit se faire vers des centres de tri agréés.

Pendant toute la durée des travaux, les voies et trottoirs relevant du domaine public doivent toujours être maintenus en parfait état de propreté. En cas de non-respect de cette obligation, le titulaire est redevable de pénalités prévues.

### 6.6.2 Repliement des installations et remise en état

Les délais d'exécution contractuels incluent les opérations de repliement des installations de chantier, de remise en état et de nettoyage du chantier.

### 6.6.3 Documents à fournir

Le titulaire remet au chargé de sécurité pyrotechnique les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux.

Les documents à la charge du titulaire et le dossier des ouvrages exécutés (DOE) doivent être remis conformément aux dispositions du CCTP.

- avant duplication éventuelle, le titulaire remet un exemplaire du DOE au chargé de sécurité pyrotechnique pour vérification de son contenu (qualité et véracité des documents, dernière version des documents et plans,...).
- après validation du chargé de sécurité pyrotechnique, le titulaire remet au maître d'ouvrage les documents, si possible par voie dématérialisée.

Les documents numériques du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et ceux nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) doivent être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels de dessin et de calcul du maître d'œuvre et du maître de l'ouvrage spécifiés dans les documents particuliers de l'accord-cadre.

## 7 RÉGIME FINANCIER

### 7.1 FORME DES PRIX

L'accord-cadre est traité à prix unitaires.

Ces prix doivent être établis en euros hors taxes et ne doivent pas comporter plus de deux décimales.

Les prix unitaires sont ceux indiqués dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

### 7.2 RÉVISION DES PRIX

Les prix applicables sont fermes pendant la période ferme de l'accord-cadre puis révisibles à chaque nouvelle période de six (6) mois.

Le titulaire adressera à la personne publique les révisions de prix, **un mois avant leur application**, pour validation. À ce titre, le titulaire joindra le détail du calcul du taux de révision, son pourcentage et son coefficient multiplicateur.

L'administration fera connaître son acceptation ou son refus sous quinze (15) jours suivant la date de réception de la révision de prix. Passé ce délai, le silence gardé de l'administration vaudra acceptation de celle-ci.

En cas de refus, les anciens prix sont reconduits jusqu'à réception d'une demande de révision de prix acceptable.

À défaut de réception de la révision de prix, les prix précédents continuent de s'appliquer.

La date d'établissement des prix correspond à la date limite de remise de l'offre, qui permet de définir le « mois zéro » (MO).

Le coefficient de révision de prix sera arrondi au millième supérieur, conformément au CCAG.

Les prix sont révisés par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées ci-après :

$$Pr = Po \times [0,15 + 0,85 \times (In/Io)]$$

*Pr = Prix révisé de la situation mensuelle H.T*

*Po = Prix initial établi sur la base des conditions économiques du mois zéro H.T*

*In = valeur de l'index concerné du mois « n »*

*Io = valeur de l'index correspondant au mois d'établissement des prix « mois zéro »*

L'index de référence « I », choisis pour la révision des prix dans le cadre du présent accord-cadre est :

➔ TP01 Index général tous travaux

Le mois « n » retenu pour l'actualisation est le mois de réalisation des prestations ou, à défaut, la dernière valeur connue lors de la situation.

**En cas de révision intervenant entre le moment de la commande et de l'exécution, l'élément à prendre en considération pour déterminer les prix applicables durant l'exécution de la prestation est la date d'émission du bon de commande.**

### **7.3 CLAUSE DE SAUVEGARDE**

Afin d'éviter les évolutions excessives, la personne publique se réserve la faculté de résilier l'accord-cadre sans indemnité si la variation des prix conduit à une hausse des tarifs hors taxe excédant trois (3) %.

Cette résiliation reste une faculté dont dispose l'administration. Celle-ci pourra prendre en compte des circonstances exceptionnelles, comme un contexte de forte hausse du prix des matières premières, sur la base de justifications fournies par le titulaire quant à l'impact de ces circonstances sur les prix de l'accord-cadre

### **7.4 AVANCE**

#### **7.4.1 Conditions**

L'avance s'applique sous réserve que le titulaire n'y renonce pas expressément dans l'acte d'engagement.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un



montant **supérieur à 50 000 €** (cinquante mille) HT et d'une durée d'exécution **supérieure à deux mois**.

#### **7.4.2 Application**

Le taux de l'avance est de 5 %, conformément à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

En l'absence de précision dans l'acte d'engagement, le pouvoir adjudicateur considérera que le titulaire accepte l'avance, sous réserve de remplir les conditions fixées par le Code de la commande publique.

Un sous-traitant peut obtenir une avance sur la partie des prestations qu'il exécute dans les mêmes conditions.

Le taux de l'avance est porté à trente (30) % lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise selon l'article R.2191-7 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises de l'accord-cadre.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions prévues à l'article R.2191-11 du Code de la commande publique.

### **7.5 ACOMPTES**

Conformément à l'article L.2191-4 du Code de la commande publique, les marchés passés par les acheteurs mentionnés à l'article L.2191-1 donnent lieu à des versements à titre d'acomptes dans les conditions prévues par voie réglementaire, dès lors que les prestations ont commencé à être exécutées.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

### **7.6 RETENUE DE GARANTIE**

Par dérogation à l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux, les prestations prévues à l'accord-cadre ne font pas l'objet d'une retenue de garantie.

### **7.7 CESSIION OU NANTISSEMENT**

En cas de cession ou de nantissement des créances résultant des marchés, le représentant du pouvoir adjudicateur délivrera, sans frais, au titulaire les pièces nécessaires.

## 8 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

### 8.1 RÈGLEMENT DES ACHATS PAR BON DE COMMANDE

#### 8.1.1 Périodicité

La facturation se fait à l'issue de chaque prestation commandée (à chaque bon de commande).

#### 8.1.2 Facturation

La facturation est dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à 7 du CCP, les titulaires des accords-cadres conclus avec l'État ont l'obligation de transmettre leurs factures sous forme électronique.

La transmission des factures dans le cadre du présent marché doit être effectuée conformément aux dispositions de l'arrêté du 9 décembre 2016, déterminant les procédures de transmission des factures des fournisseurs de l'État sous forme dématérialisée. Le titulaire a deux possibilités :

- adresser ses factures au « concentrateur\* » par EDI (\*le concentrateur est le dispositif de traitement automatisé des données, géré par l'AIFE pour l'État) ;
- en les adressant directement au « concentrateur » de factures de la personne publique ;
- en demandant à un opérateur de se raccorder au « concentrateur » et de transmettre les factures au concentrateur ;
- utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet à l'URL : [https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife\\_csm/?id=aife\\_index](https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm/?id=aife_index)
- en déposant ses factures ;
- en saisissant en ligne ses factures par le portail.

Pour connaître les préalables techniques et réglementaires : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : [chorus-demat@interieur.gouv.fr](mailto:chorus-demat@interieur.gouv.fr)

- Numéro de SIRET État : 11 000 201 100 044
- Numéro de service exécutant : MI5PLTF057

Outre les mentions légales, la facture comprend les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture et son numéro ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le nom, la raison sociale et l'adresse du créancier du titulaire du marché ;
- le numéro de SIRET ;
- le numéro de l'engagement juridique (n° du marché) ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'exécution des travaux effectués ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il figure sur l'acte d'engagement ;
- le montant hors taxes (HT) ;
- le taux et le montant de la TVA ;

- le montant toutes taxes comprises (TTC) en chiffres et en lettres ;

**Si la société se trouve dans l'incapacité de faire mention de l'un ou l'autre élément, elle est priée de le préciser dans son dossier d'offre.**

Toute facture incomplète ou incorrecte fera l'objet d'une notification au titulaire afin qu'il procède aux rectifications qui s'imposent. Le titulaire dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification de la demande pour la contester. Passé ce délai de trente (30) jours, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté les modifications demandées.

Le pouvoir adjudicateur ne procédera au paiement qu'après réception de la facture modifiée ou des avoirs correspondants.

### **8.1.3 Délai de règlement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) sont réglées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures (date d'horodatage par le système d'information budgétaire et comptable de l'État).

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Le calcul des intérêts moratoires s'effectue sur la base du montant total TTC des prestations, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, révisions et pénalités.

## **8.2 PAIEMENT DES COTRAITANTS**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution des prestations dont il a la responsabilité.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf mention contraire prévue à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement doit signer la demande de paiement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent conformément à l'article 12.5.1 du CCAG Travaux.

## **8.3 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS**

Le règlement des sous-traitants s'effectue selon les dispositions prévues aux articles R 2193-10 à R 2193-16 du Code de la commande publique.

Le titulaire dispose de quinze jours (15) à compter du dépôt de la facture sur le portail Chorus Pro par le sous-traitant pour accepter ou refuser la demande de paiement.

## **9 RÉCEPTION DES TRAVAUX**

### **9.1 DISPOSITIONS APPLICABLES À LA RÉCEPTION**

Par dérogation aux articles 41 et suivants du CCAG-Travaux, les travaux supérieurs à 20 000 € HT feront obligatoirement l'objet d'une réception.

Cette réception prévoit notamment :

- de fixer une date d'achèvement des travaux qui sera le point de départ de toutes les garanties, notamment la garantie du parfait achèvement,
- l'établissement d'un PV de réception notamment quand il y a des réserves à lever après réception.

Un délai de 2 jours est donné au titulaire pour lever les réserves.

Le titulaire avise le représentant de la personne publique et le chargé de sécurité pyrotechnique de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés. Le chargé de sécurité pyrotechnique a alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Les opérations de réception sont formalisées. Le modèle EXE4 « Procès-verbal des opérations préalables à la réception » est utilisé.

Ces opérations comportent :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés
- la constatation éventuelle de l'inexécution de prestations prévues au marché
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des lieux
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux

Lorsque les travaux sont conformes (travaux achevés, absence d'imperfection ou de malfaçon...), leur réception est prononcée sans réserve.

Lorsque les travaux ne sont pas conformes, un procès-verbal avec réserves est dressé. Celui-ci mentionne les imperfections, malfaçons ou les travaux inexécutés.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-Travaux, dans le cas où le chargé de sécurité pyrotechnique n'a pas arrêté la date des opérations préalables à la réception des ouvrages dans le délai fixé, le représentant du pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 15 jours pour fixer la date de ces opérations, à l'issue duquel la réception des travaux est réputée acquise en l'absence de réalisation desdites opérations.

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-Travaux : le délai pour faire connaître au titulaire si le chargé de sécurité pyrotechnique a ou non proposé au représentant du pouvoir adjudicateur de prononcer la réception des ouvrages est de 15 jours.

Par dérogation à l'article 41.3 du CCAG-Travaux, la date d'achèvement des travaux est notifiée au titulaire dans les 15 jours suivant la date du procès-verbal.

## **9.2 GARANTIE DE PARFAIT ACHÈVEMENT**

À l'exception des prestations pour lesquelles le CCTP précise des délais de garanties différents, les travaux font l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

## **10 PÉNALITÉS**

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles donne lieu à pénalité, applicable de plein droit, sans mise en demeure préalable, dès le premier constat, ou le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le constat de manquement aux obligations contractuelles se matérialise par tout écrit faisant foi (courrier, mail).

Les pénalités n'ont aucun caractère libératoire des obligations contractuelles du titulaire. Ce dernier reste donc redevable de l'ensemble des prestations dues au titre du présent accord-cadre, y compris celles ayant fait l'objet desdites pénalités.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, il n'est pas prévu d'exonération de pénalités. Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois le droit de renoncer à l'application de tout ou partie de ces pénalités s'il le juge opportun, au regard des explications fournies par le titulaire.

Les pénalités définies ci-après sont cumulables.

En cas de retard ou de manquements constatés imputables au titulaire, les pénalités suivantes lui sont appliquées :

<b>Pénalité</b>	<b>Montant (TVA non applicable)</b>
Retard dans l'exécution des prestations du fait du titulaire	<b>350 €</b> par jour calendaire de retard par rapport aux délais fixés à l'article 5 du CCTP
Non respect des clauses du CCTP et manquement grave des exigences en matière de sécurité pyrotechnique	<b>2 000 €</b> par constat
Non-respect des consignes de sécurité exigées par le Code du Travail	<b>200 €</b> par constat

Non-respect des remarques et/ou consignes du Maître d'Ouvrage et du chargé de sécurité pyrotechnique	<b>500 €</b> par constat
Insuffisance de propreté et de tenue en état des abords en cours de chantier, ou des zones de chantier et du nettoyage complet en fin de chantier	<p><b>Forfait de 500 €</b></p> <p><b>le titulaire dispose d'un délai 3 jours calendaires à compter du constat pour remédier au désordre.</b></p> <p>Indépendamment des pénalités appliquées, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire procéder immédiatement, aux frais et risques du titulaire, au nettoyage du chantier, des abords et des voies de circulation par une entreprise tierce de son choix.</p>
Non-repliement des installations de chantier (base vie, zone de stockage, clôtures de chantier, ...), nettoyage et remise en état des emplacements occupés durant les travaux	<p><b>100 €</b> par jour calendaire de retard</p> <p>Indépendamment des pénalités appliquées, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire procéder immédiatement, aux frais et risques du titulaire, au repliement des installations par une entreprise tierce de son choix.</p>
Retard dans la remise des documents à fournir prévus à l'article 7.6 du CCTP	<b>350 €</b> par jour calendaire de retard
Retard dans la remise d'un document demandé par le Maître d'Ouvrage ou le chargé de sécurité pyrotechnique	<b>350 €</b> par jour calendaire de retard
Non-remise, à la date des opérations préalables à la réception, des documents à fournir après exécution	<p>Retenue forfaitaire provisoire d'un montant de <b>1 000 €</b> sur les sommes dues au titulaire</p> <p>Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG-Travaux, si le montant du dernier décompte fourni ne permet pas l'application de cette retenue, le maître d'ouvrage peut décider, s'il y a lieu, de l'appliquer sur les acomptes consentis au titulaire.</p> <p>Au-delà de 30 jours maximum suivant la date des opérations préalables à la réception, dans le cas où les documents ne seraient toujours pas fournis ou fournis partiellement, la retenue provisoire devient définitive, sans mise en demeure préalable.</p>

Non-respect des contraintes liées au site	<b>300 €</b> par constat
Non respect de la confidentialité des documents	<b>300 €</b> par constat
Non respect des consignes de déclaration d'un sous-traitant	<b>300 €</b> par constat
Non-respect de la loi Evin (interdiction de fumer à l'intérieur des bâtiments)	<b>100 €</b> par infraction, par personne
Non-respect des moyens en matière d'effectif, d'encadrement et mécaniques prévus à l'article 4.5 du CCTP	<b>300 €</b> par constat

## 11 ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ

Conformément aux dispositions de l'article 8 CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, qu'il a souscrit des contrats d'assurances dont les garanties permettent de couvrir toute l'ampleur des prestations.

Pour ce faire, il produit une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie, les garanties souscrites et tout dommage corporel, sans limite.

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues.

Le titulaire est responsable de la conservation et de l'emploi de tout matériel, de tout équipement et local mis à sa disposition par la personne publique. Les matériels, équipements, locaux mis à la disposition du titulaire par la personne publique ne peuvent être utilisés qu'aux fins et dans les limites prévues.

Si un matériel ou un équipement mis à la disposition du titulaire par la personne publique est détruit ou endommagé, ou si un local mis à sa disposition est dégradé, le titulaire est tenu de le remplacer, de le remettre en état et d'en rembourser la valeur d'acquisition ou le montant des frais de reconstitution à neuf.

De même, le titulaire est responsable en totalité des dommages et accidents, de quelque nature que ce soit, à l'égard des biens et des personnes, causés par la conduite des opérations ou leur exécution.

## 12 RÉSILIATION

Les conditions de résiliation sont définies aux articles 49 à 54 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation par la personne publique, pour motif d'intérêt général, le titulaire perçoit à titre d'indemnisation une somme forfaitaire correspondant à 5 %

du montant initial de l'accord-cadre hors taxes, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises.

En cas de violation des obligations mentionnées au présent document, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à aucune indemnité. Il en est de même en cas d'inexactitude dans les documents et renseignements mentionnés aux articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4 et R.2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, la personne publique se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **13 MÉDIATION**

Le présent accord-cadre est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir :

- le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : [mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr](mailto:mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr) ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'Intérieur, place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.
- au médiateur des entreprises : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises> ;
- au comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

### **14 CERTIFICATION ACHATS RESPONSABLES**

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats responsables – lignes directrices délivré par la médiation des entreprises et Conseil National des Achats (CNA).



Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables (RFAR) » et au label RFAR joint au présent DCE et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer de toute démarche entreprise en la matière, et *notamment la signature de « la charte RFR »*, puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

## **15 RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES**

En cas de litige, le Tribunal administratif de Dijon est seul compétent en la matière.

Tous les documents, mémoires, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **16 DÉROGATIONS**

Les articles suivants dérogent au CCAG-Travaux :

<b>Article du CCAP</b>	<b>Article du CCAG</b>
<b>1.12.3 Exécution des prestations</b>	<b>18.1</b>
<b>1.13 Prolongation du délai d'exécution</b>	<b>18.2</b>
<b>2 pièces contractuelles</b>	<b>4</b>
<b>5.8.2 Règles de bonne conduite et accès au site</b>	<b>31.4.5</b>
<b>6.1.3 Émission des bons de commande</b>	<b>3.7.2</b>
<b>7.6 Retenue de garantie</b>	<b>12.2.1</b>
<b>9.1 Dispositions applicables à la réception</b>	<b>41 et suivants</b>
<b>10 Pénalités</b>	<b>19.2 et suivants 19.3</b>